

SE LIBÉRER DU TRAVAIL OU LIBÉRER LE TRAVAIL ?

PAR ANTONELLA CORSANI*

À PROPOS DE

Bruno Trentin, *La Cité du travail*.

Le fordisme et la gauche,

trad. de J. Nicolas, préf. de J. Delors,

intro. d'A. Supiot, Paris, Fayard, 2012,

444 p., 25 €.

Le travail doit être mis au cœur d'un nouveau projet de gauche – tel est le message adressé par Bruno Trentin à la gauche syndicale et politique européenne. La réappropriation de la connaissance, la recomposition de ce que le capitalisme a séparé, soit le savoir et le faire, le sujet (le travailleur) et l'objet (le produit du travail), une séparation que l'organisation scientifique du travail a approfondie, constitue la condition première de la liberté. Il s'agit dès lors de concevoir les moyens d'action pour désaliéner le travail, bien plus que pour défendre l'emploi ou assurer une redistribution plus équitable.

Libérer le travail

Au sein du marxisme, deux perspectives antagonistes se sont développées : l'une, retenant de Marx essentiellement la loi de la valeur, donc la théorie de la plus-value et de l'exploitation, a fait de la conquête du pouvoir sa priorité ; tandis que la seconde, dénonçant l'aliénation qui, dans un système capitaliste, découle de la séparation du sujet producteur d'avec son travail, s'est donné pour visée première la liberté dans le travail. Bruno Trentin se situe clairement du côté de la critique de l'aliénation : la liberté avant tout¹.

Cependant, chez Marx, la question de l'aliénation ne relève pas seulement de la séparation du sujet du travail d'avec le produit de son travail. En effet, la théorie de l'aliénation chez Marx implique une analyse conjointe des formes de la production et de la richesse. Dans le système de production capitaliste, la forme spécifique du travail est le « travail abstrait », soit un travail « sans qualités » qui produit de la richesse elle-même abstraite : ce que Marx appelle la « valeur absolue ». Comme le remarquait Claudio Napoleoni², la valeur absolue est un concept marxien fondamental, sans lequel il est impossible de comprendre ce qu'est le capital. Le produit spécifique du mode de production capitaliste est la richesse dans sa forme abstraite, indépendante de toute valeur d'usage. La richesse abstraite est l'argent, dont l'accroissement est le but même du système capitaliste, en tant que mode de production historiquement situé. Ainsi, avec le mode de production capitaliste, il s'opère une inversion du rapport entre sujet et objet : non seulement le travailleur est séparé de son travail,

mais aussi, la chose (l'argent comme richesse abstraite) domine le sujet. C'est l'argent comme valeur absolue, comme richesse abstraite, qui fonde chez Marx le concept d'aliénation.

Depuis les années 1990, la question de l'aliénation a resurgi dans le débat théorique et politique, alimentée par les écrits de Moishe Postone³ et les réflexions développées par le groupe allemand réuni autour de l'expérience de la revue *Krisis*⁴. Ces travaux partagent avec ceux de Bruno Trentin une critique du marxisme traditionnel, jugé « *partie intégrante du monde capitaliste qu'il prétendait combattre* » pour reprendre la formule d'Anselm Jappe⁵, et dénoncent les dérives « *productivistes et redistributives qui ont dominé pendant plus d'un siècle la pensée démocratique et socialiste* » selon les termes de Bruno Trentin (p. 41). Mais tandis que les analyses de Postone, comme de la revue *Krisis*, théorisent la lutte « contre » le travail⁶, Bruno Trentin adopte une démarche tout à fait différente et théorise quant à lui la lutte « pour » le travail. Il ne s'agit pas pour lui d'« abolir la valeur », donc de penser un au-delà du capitalisme, ce qu'il considère comme « *une promesse trompeuse* », mais de fabriquer, « *ici et maintenant* », les moyens de l'émancipation du travail subordonné, hétérodirigé.

Deux conceptions de l'émancipation se sont historiquement affrontées : pour la première, le travail sous le capitalisme est irréductiblement hétéronome. Dès lors, la liberté ne peut être recherchée qu'en dehors du travail, par la réduction radicale du temps de travail. C'est notamment le projet élaboré

* Antonella Corsani est socio-économiste du travail, enseignante-chercheuse à l'université Paris-1. Elle travaille sur le capitalisme cognitif, le néolibéralisme et les mutations du travail et du rapport salarial. Elle a récemment dirigé, avec Marie-Christine Bureau, l'ouvrage collectif : *Un salariat au-delà du salariat?* (2012).



par André Gorz⁷. Il s'agit, selon l'expression de Dominique Méda, de «*désenchanter*» le travail, «*d'en adopter un mode convaincant de partage*»⁸ à défaut de pouvoir le libérer. Dans la seconde perspective, qui part de l'inextricabilité des sphères de la production et de la reproduction, la liberté ne peut se concevoir qu'à partir du travail. Il ne s'agit donc pas de se libérer du travail mais de libérer le travail, de fabriquer de la liberté dans le travail.

Pour Bruno Trentin, faire reposer l'émancipation sur la réduction du temps de travail est une erreur politique majeure. D'une part, la réduction du temps de travail s'inscrit dans une logique qui relève d'un passé fordiste révolu, car, dans le postfordisme, le temps ne peut plus fonctionner comme mesure du travail étant donné que le travail n'est plus réductible à du travail abstrait. D'autre part, elle peut

produire tout au plus du «*bonheur hors du travail*» (p. 409) mais jamais la liberté dans le travail. En faisant sienne l'autre conception de l'émancipation, selon laquelle la liberté ne peut être conçue qu'à l'intérieur même du rapport de travail capitaliste, il envisage une attaque frontale de ce rapport par une révolution du droit. Ce ne sont en effet pas tant les rapports de propriété qui ont historiquement fait obstacle à l'émancipation, mais bien plutôt la nature «*privée*» «*extra moenia*» («*à l'extérieur des murs de la cité*») des rapports de travail (p. 395). Le citoyen, appelé à participer au gouvernement de la cité, est privé de l'essentiel de son droit individuel à participer aux décisions prises sur son travail; c'est «*un sujet de droit sans droits, au moins en ce qui concerne la détermination des conditions auxquelles son travail concret doit être effectué*» (p. 407).

TRAJECTOIRE POLITIQUE

Fils de résistants italiens réfugiés en France pendant le fascisme, lui-même résistant au fascisme, Bruno Trentin était un intellectuel, mais avant tout l'un des plus grands représentants du syndicalisme italien. Conseiller municipal de la ville de

Rome de 1962 à 1973 et député à l'Assemblée nationale pendant cette même période, il a dirigé la FIOM – le premier syndicat italien de la métallurgie – de 1962 à 1977, puis, de 1988 à 1994, il a été secrétaire national de la Confédération générale italienne du

travail (CGIL). Il termina sa carrière comme député européen, de 1999 à 2004, sur les listes des Démocrates de gauche (DS), un parti issu de l'ancien Parti communiste italien, auquel il avait adhéré en 1949.

Inscrire le rapport de travail dans la sphère de la *polis*, telle est la proposition fondamentale de Bruno Trentin : il y voit une condition nécessaire pour conquérir des espaces de liberté dans le travail subordonné.

Or la crise du système tayloriste-fordiste offre selon lui l'occasion de réaliser un tel projet. « *Le déclin du travailleur "abstrait" de Ford, de l'"ouvrier masse"*⁹ *des années 1960, est [...] confondu avec la fin du travail salarié, ou même avec la "fin du travail"* » (p. 65). Pourtant, nous n'assistons pas à la fin du travail, insiste Trentin, mais à sa profonde mutation. Et si le passage au postfordisme induit une augmentation de l'insécurité, les nouvelles configurations de l'organisation du travail sollicitent en même temps l'intelligence et l'autonomie, et préfigurent ainsi l'horizon d'une émancipation dans le travail. Dès lors, Bruno Trentin envisage positivement les mutations dans le postfordisme, y voyant un véritable défi et l'occasion pour la gauche d'inventer un nouveau projet, plutôt que négativement, comme perte des conquêtes de l'État-providence.

À l'origine de l'impasse de la gauche, sa soumission historique au modèle fordiste

Mais quelle gauche sera en mesure de relever ce défi ? *La Cité du Travail* propose pour y répondre une réélaboration critique de l'histoire de la gauche « hégémonique », dont l'auteur a lui-même été un acteur majeur.

Selon lui, la crise que traverse la gauche italienne et européenne ne découle pas de la prétendue disparition de la classe ouvrière ni de l'effondrement des régimes du socialisme réel : elle est intimement liée à la crise du système tayloriste-fordiste qui, pendant près d'un siècle, a déterminé l'organisation du travail industriel, et auquel la gauche a été profondément inféodée. La social-démocratie et la gauche radicale partagent en effet une vision progressiste du fordisme : le partage des gains de productivité obtenus grâce à la rationalisation de l'organisation d'un « *travail en miettes*¹⁰ » est censé permettre à la fois l'accroissement du bien-être et l'émancipation, grâce au temps libéré par l'intensification capitaliste du procès de travail. La crise de ce système et l'émergence d'un nouveau paradigme – le postfordisme – induit une véritable révolution du travail, mais la gauche syndicale et politique est incapable de le comprendre et de saisir les potentialités de ces mutations parce qu'elle s'est soumise à la culture managériale fordiste. D'où son impuissance, qui vient de ce qu'elle s'est enfermée dans l'alternative traditionnelle entre accompagnement social des politiques néolibérales et politique de conquête du pouvoir étatique, voire, plus banalement, d'accession au gouvernement du pays. D'un côté, la gauche syndicale reste sur des

positions défensives et, de l'autre, la gauche politique s'est coupée de la société civile et a perdu toute légitimité, comme s'efforce de le montrer Bruno Trentin tout au long de l'ouvrage. L'une et l'autre ont abandonné le terrain fondamental du travail. Toutes deux ont été incapables d'associer citoyenneté et travail. Cet échec est le fruit d'une histoire, et c'est cette histoire que Bruno Trentin retrace.

Dans les années 1960 avait émergé une « autre gauche », une gauche minoritaire, libertaire. À l'échelle du globe, des mouvements de masse contestaient toute forme d'autoritarisme et de « bureaucratiation » de la société et de l'État. À l'Est, c'est la crise du stalinisme ; à l'Ouest, les luttes féministes et le mouvement noir américain ; au Sud, les luttes anticolonialistes. À la fin des années 1960, le conflit social exprime une culture nouvelle : il porte désormais sur le travail et les conditions de travail – c'est la démocratie des conseils contre le parti. Pour Bruno Trentin, la société civile s'est alors levée contre le paradigme productif tayloriste-fordiste et a exprimé une demande nouvelle excédant le simple conflit sur la répartition de la valeur ajoutée. Mais la gauche hégémonique n'a pas voulu l'entendre et, animée d'une foi aveugle dans le développement censément neutre des forces productives, elle a opté pour le compromis fordiste : des compensations salariales en échange de l'abrutissement et de la perte de soi dans le travail. La puissance des luttes de cette période aurait été ainsi canalisée, selon Bruno Trentin, « *dans le cadre rassurant d'un processus redistributif* » (p. 84). L'irruption du conflit social dans la politique, depuis les lieux de travail, aurait été endiguée par la restriction au cadre étroit des seules revendications salariales.

L'impuissance de la gauche aujourd'hui, son incapacité radicale à faire face à la crise du travail, serait donc ancrée dans ces moments de l'histoire sociale où elle s'est opposée à l'irruption du social dans le politique, où elle a voulu séparer l'économique et le politique, en affirmant « *l'autonomie du politique* » vis-à-vis du mouvement social de classe (soit, pour résumer, l'idée que les luttes économiques, intervenant dans le rapport de production capitaliste, ne peuvent pas devenir immédiatement politiques). Bruno Trentin entreprend alors une analyse de la gauche italienne dans les années 1960 et 1970, et notamment du courant marxiste opéraïste¹¹. Il reconstruit la trajectoire de l'opéraïsme qui, parti de la revendication du salaire social¹², en vient à la théorisation, dès les années 1970, par l'un de ses fondateurs, Mario Tronti, de « *l'autonomie du politique* ».

L'échec de la gauche italienne, marqué après vingt ans de luttes par la défaite des syndicats à la Fiat en 1980, serait alors la conséquence des erreurs de

l'opéraïsme et de cette folie que serait l'autonomie du politique.

Pourtant, au début des années 1960, Bruno Trentin s'était lui-même rapproché de l'opéraïsme. À cette époque, syndicalistes et communistes critiques vis-à-vis du Parti communiste s'étaient réunis autour de Mario Tronti, Raniero Panzieri et Romano Alquati. De cette rencontre était née l'expérience de la revue *Quaderni Rossi*. C'était là un moment important de rupture avec la gauche institutionnelle, comme Bruno Trentin en a lui-même témoigné dans un texte évoquant ces années. Il explique ainsi s'être rapproché des *Quaderni Rossi* car ils représentaient l'aboutissement d'une longue réflexion que Raniero Panzieri avait menée avec d'autres sur les transformations de l'organisation du travail dans la grande usine. Cette réflexion mettait en évidence un visage nouveau du conflit social : la lutte contre le pouvoir dans les lieux de travail. Tout cela suscitait l'intérêt d'une partie du syndicat, « *la problématique du pouvoir nous intéressait*¹³ ». C'est précisément au sein de l'opéraïsme que la critique de l'orthodoxie marxiste du développement des forces productives a été formulée avec le plus de précision et de radicalité, et ce à partir de l'usine et de l'organisation du travail. Encore aujourd'hui, c'est chez certains opéraïstes que l'on trouve les critiques les plus virulentes du compromis fordiste et de l'« *enchantement pacifiant* » dans lequel l'École de la régulation l'a inscrit¹⁴.

C'est en effet qu'il n'y a pas un opéraïsme, mais plusieurs. Ne confondons pas tout, écrivait ainsi en 2008 Ferruccio Gambino dans les pages du quotidien communiste *Liberazione*¹⁵. Il y a eu l'opéraïsme de ceux qui se battaient contre le travail salarié et contre un système d'accumulation « insensé », que Ferruccio Gambino nomme opéraïsme anti-accumulation ; puis l'opéraïsme de ceux qui essayaient d'introduire de nouvelles thématiques ouvrières dans les institutions

du mouvement ouvrier : l'opéraïsme institutionnel ; enfin, l'opéraïsme de ceux qui entendaient construire un parti armé d'inspiration bolchevique : l'opéraïsme de recrutement. Si l'on reprend les catégories proposées par Ferruccio Gambino, le livre de Steve Wright¹⁶ traite du premier – certainement le plus intéressant –, tandis que celui de Bruno Trentin traite essentiellement du deuxième. Mais surtout – et c'est là ce qu'on peut regretter –, il ne traite pas des analyses qui conduisirent Mario Tronti à théoriser l'autonomie du politique et à s'éloigner par là, avec Alberto Asor Rosa, des autres opéraïstes pour réintégrer pleinement le Parti communiste, ni des débats concernant le rapport entre mouvements et direction politique, où se manifestèrent des divergences majeures au sein de l'opéraïsme. Dans le livre de Mario Tronti *Nous opéraïstes*¹⁷, dont nous conseillons vivement la lecture, on pourra trouver une autre histoire de l'opéraïsme ainsi que les éléments pour une tout autre interprétation, certes elle aussi partielle mais néanmoins intéressante, de la défaite du mouvement ouvrier. Peut-être est-ce là une réponse implicite à Bruno Trentin.

Mais Bruno Trentin ne s'en tient pas à une critique de l'opéraïsme, il va rechercher les racines de l'échec et de l'impuissance de la gauche italienne, comme de la gauche européenne, encore plus loin, dans l'histoire longue du marxisme. Il retrace cette histoire dans la deuxième partie du livre, intitulée « Gramsci et la gauche européenne face au "fordisme" après la Première Guerre mondiale », en s'attachant particulièrement aux années 1920 et 1930. En définitive, selon lui, c'est la culture héritée d'un certain marxisme fondée, d'une part, sur la croyance dans le développement des forces productives et, d'autre part, sur le schéma des « *phases de transition* » (la conquête de l'État d'abord, puis la libération) qui est à la source de l'échec historique de la gauche.

EXTRAIT / L'ÉTAT, INSTANCE DE « GESTION TOTALE DE LA SOCIÉTÉ » OU LIEU DE « LÉGITIMATION DE L'AUTO-ORGANISATION SOCIALE » ?

Le déni de la question incontournable de la liberté et de la qualité du travail, au profit d'une conception issue des Lumières prônant l'intervention de l'État et l'autonomie de la politique à l'égard des transformations de la société civile, a coïncidé ainsi, comme par hasard, avec le déni, dans les traditions de la gauche occidentale, de l'objectif de promouvoir de nouveaux droits individuels en tant que références essentielles de l'action collective et facteur essentiel de solidarité.

On a observé à juste titre que c'est « une idée de l'État en tant que lieu où se détermine de manière plus ou moins autoritaire la gestion totale de la société »

qui a prévalu dans la gauche italienne (et pas seulement italienne), y compris dans les décennies qui viennent de s'écouler (et même après l'abandon du mythe cathartique de la propriété publique des moyens de production). Et que, en revanche, une conception de l'État comme « *légitimation de l'auto-organisation sociale* » est restée encore marginale. C'est en effet de là que procède l'éclipse progressive de la thématique des droits fondamentaux, individuels et collectifs, en tant que structure portante d'un nouveau projet de solidarité (au moment où le vieux compromis social est remis en question par les transformations

divergentes des économies et des marchés du travail) et le repli de la politique vers des ingénieries institutionnelles retranchées à l'intérieur de l'État. On a ainsi ignoré la nécessité impérieuse d'une véritable réforme institutionnelle de la société civile, de ses règles, de ses expressions associatives, de ses formes de représentation et de participation aux décisions d'une organisation décentralisée de l'État.

Bruno Trentin, *La Cité du travail. Le fordisme et la gauche*, trad. de J. Nicolas, Paris, Fayard, 2012, p. 415-416.

« L'autre gauche » : vers une réintégration du travail à la politique

Pour sortir de l'impasse dans laquelle la gauche s'est enfermée, Bruno Trentin va donc rechercher d'autres voies et s'intéresser à ce qu'il nomme « l'autre gauche », représentée au premier chef par Rosa Luxemburg. Ce qui intéresse Bruno Trentin chez elle, c'est son anti-étatisme, sa « *conception de la transformation sociale qui fait place à une initiative des masses et des individus à la fois libre et créative* » (p. 342). Pour lui, cependant, « *elle n'arriva jamais à dépasser, dans sa conception de la gestion de ce conflit [entre spontanéité et organisation], la vieille dichotomie entre la lutte sociale et la lutte politique, à laquelle devait correspondre la division "naturelle" du travail entre le parti et le syndicat* » (p. 343).

Simone Weil est une autre figure à laquelle Bruno Trentin consacre plusieurs pages car, d'une part, « *Simone Weil voit dans l'oppression sur le travail humain une contradiction déchirante des démocraties modernes et le "creuset" de l'État rationalisé et totalitaire moderne* » (p. 380), d'autre part, « *plus que beaucoup d'autres, Simone Weil a su mettre en relation l'aliénation dans le travail – en tant que résultat d'un rapport oppressif et déshumanisant – avec l'aliénation dans la société civile* » (p. 382). Le chapitre s'achève par ces mots : « *À cette époque déjà, comme c'est le cas aussi maintenant, il y avait une autre gauche possible* » (p. 391). Et c'est à cette autre gauche, de matrice à la fois chrétienne et libertaire, qu'il confie la construction de la cité du travail, dont il esquisse les traits dans le dernier chapitre, « Travail et citoyenneté ».

La cité du travail imaginée par Bruno Trentin dans ce chapitre est fondée sur l'élimination de la contradiction entre les droits formels reconnus au citoyen et le principe de subordination inhérent au contrat de travail. « *Non seulement le marché du travail, mais le droit du travail et le contrat de travail doivent pouvoir être fondés sur de nouvelles règles et sur l'affirmation de nouveaux droits* » (p. 433). Il ne s'agit pas d'abolir l'exploitation par la négation du droit de propriété, ou de garantir une redistribution plus équitable, mais de résoudre la contradiction sur laquelle a historiquement reposé le contrat de travail. Pour cela, il faut réinventer le droit social en abandonnant la défense atavique des règles de type fordiste qui encadraient la relation de travail mais aussi de l'État-providence, conçu sur le modèle fordiste du travail abstrait et sur le principe « assurantiel » qui fonde le système de protection sociale. Plus précisément – et c'est là que sa proposition devient concrète et s'avère irréductible à toute logique flexisécuritaire –, il s'agit de faire reconnaître comme des droits civils les droits des travailleurs subordonnés à co-déterminer la qualité, la quantité et les finalités de

leur prestation. Non seulement de tels droits auraient pour effet de déstabiliser toute forme d'autorité – dissolvant ainsi le pouvoir de commandement sur le travail et par conséquent l'hétéronomie du travailleur –, mais l'exercice effectif de ces droits impliquerait la réunification de tout ce que le capitalisme a séparé : le savoir et le faire, le travailleur et ses outils de travail, le travail et l'activité créative.

Selon Bruno Trentin, la réalisation d'un tel projet, qu'il qualifie de réforme institutionnelle de la société civile, exige une conception nouvelle de l'État comme « *légitimation de l'auto-organisation sociale* » (p. 416).

Avec ce dernier chapitre – le plus intéressant à notre avis –, Bruno Trentin ouvre une brèche dans le mur devant lequel se trouve aujourd'hui la gauche syndicale et politique en Italie et en France, comme dans toute l'Europe. On se prend à espérer qu'il puisse donner un nouveau souffle à une gauche triste et meurtrie, enfermée dans le souvenir nostalgique d'un passé révolu qui, au fond, n'a pas de quoi nous faire rêver.

Il faut lire le livre de Bruno Trentin. Et ce même si, à sa lecture, de nombreuses questions surgissent. Je n'en formulerai ici que deux. La première concerne le passage du fordisme au postfordisme : celui-ci constitue une donne, un point de départ dont les causes ne sont pas véritablement analysées par Bruno Trentin. Si l'on rejette toute hypothèse relevant du déterminisme technologique, qui ferait des nouvelles technologies de l'information une variable neutre et exogène, moteur du changement social et économique, il faut pourtant bien s'interroger sur l'origine de la crise du fordisme. S'agit-il d'une crise consubstantielle à la dynamique du capital (qui découle de l'épuisement des gains de productivité, du fait que le modèle de consommation de masse a atteint ses limites, etc.) ou bien, suivant l'approche opéraïste, résulte-t-elle de l'antagonisme ouvrier-capital et donc des luttes ouvrières qui impulsent le développement du capital ? Si la question mérite d'être posée, c'est que l'interprétation du post-fordisme, dans ses dimensions sociales, économiques et politiques, diverge nécessairement selon les réponses que l'on apporte à cette question.

La deuxième porte sur ce qui était au cœur des préoccupations de Bruno Trentin : l'aliénation. Peut-on maintenir dans le post-fordisme la conception de l'aliénation élaborée à partir du travail d'usine, du travail abstrait ? Le déclin du travail abstrait dont parle Bruno Trentin n'est pas la fin de l'aliénation : celle-ci prend plutôt des formes nouvelles¹⁸. Par ailleurs, si le lien de subordination s'affaiblit et là où il le fait, l'hétéronomie se présente sous des formes inédites¹⁹ qui transcendent le contrat de travail.

Enfin, est-il possible d'abolir le travail aliéné sans abolir la valeur, autrement dit la domination de l'argent ?

NOTES

1. *La libertà viene prima* est le titre d'un ouvrage de Bruno Trentin paru en 2005.
2. Claudio Napoleoni, *Discorso sull'economia politica*, Turin, Boringhieri, 1985.
3. Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale*, trad. d'O. Galtier et L. Mercier, Paris, Mille et une nuits, [1993] 2009.
4. Cf. www.krisis.org.
5. Anselm Jappe et Robert Kurtz, *Les Habits neufs de l'empire*, Paris, Lignes/Éditions Léo Scheer, 2003.
6. Cf. Anselm Jappe, « Avec Marx, contre le travail », accessible en ligne sur le site de *La Revue des Livres*.
7. Cf. André Gorz, *Les Chemins du paradis*, Paris, Galilée, 1983.
8. Dominique Méda, « La place du travail dans la société post-capitaliste », in T. Coutrot, D. Flacher et D. Méda (dir.), *Les Chemins de la transition*, Paris, Éditions Utopia, 2011.
9. L'expression « ouvrier masse » a été introduite par Romano Alquati à partir des enquêtes ouvrières menées dans les années 1960 à la Fiat de Turin et chez Olivetti à Ivrea. Pour l'opéraïsme italien, cet « ouvrier masse » incarnait le sujet d'une nouvelle et puissante conflictualité ouvrière.
10. Titre d'un ouvrage du sociologue Georges Friedmann, publié en 1956, qui constitue une référence majeure pour Bruno Trentin.
11. Ce courant, critique vis-à-vis du gramscisme, dominant dans la pensée marxiste, a élaboré une théorie de l'histoire qui voit dans la classe ouvrière son moteur. Cf. François Mathéron, « Opéraïsme », in *Dictionnaire critique du marxisme*, G. Labica et G. Bensussan (dir.), Paris, PUF, 1982 (et <http://multitudes.samizdat.net/Operaïsme>).
12. L'opéraïsme a théorisé la revendication du salaire comme variable indépendante de la productivité – ce qui implique que la force de travail ne peut plus être considérée comme une marchandise –, et il a conçu le salaire social garanti comme un mot d'ordre pour la recomposition politique des conflits.
13. Propos rapportés par A. Grandi in *La generazione degli anni perdenti. Storie di potere operaio*, Turin, Einaudi, 2003.
14. Cf. Ferruccio Gambino, « A Critique of the Fordism of the Regulation School », *Common Sense*, n° 19, juin 1996 (accessible en ligne).
15. Ferruccio Gambino, « Operaismo, non confondiamo tutto », *Liberazione*, 17 oct. 2008, accessible en ligne.
16. Steve Wright, *Storming Heaven. Class Composition and Struggle in Italian Autonomist Marxism* (accessible en ligne).
17. Mario Tronti, *Nous opéraïstes. Le « roman de formation » des années soixante en Italie*, trad. de M. Valensi, Paris, Éditions d'En bas/Éditions de l'Éclat, 2008.
18. Andrea Fumagalli et Cristina Morini, « Alienazione e homo precarius nel capitalismo biocognitivo », *Millepiani*, n° 37/38, 2012, p. 33-53.
19. Antonella Corsani, « Autonomie et hétéronomie dans les marges du salariat. Les journalistes pigistes et les intermittents du spectacle porteurs de projets », *Sociologie du travail*, n° 54-4, 2012, p. 495-510.

